

# front rouge

organe central  
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 152 17 AVRIL 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,00 F

Les yankees ont fui Phnom-Penh. Le régime Thieu a été chassé complètement dans près de la moitié des provinces du Sud-Vietnam. Des combats, où Thieu engage une grosse partie de ses forces, ont lieu à Xuan-Loc, à 60 km de Saïgon. Pour masquer les défaites de plus en plus cuisantes de l'impérialisme US, la presse, la radio, la télévision, les hommes politiques de la bourgeoisie déchainent une gigantesque campagne contre les peuples indochinois, contre leur guerre juste pour reconquérir l'indépendance. Cette campagne doit être dénoncée partout.

#### QUI SONT LES MASSACREURS ?

« Deux millions de Khmers faméliques se demandent maintenant si les Rouges vont les libérer ou les anéantir » titre « Le Figaro ». « L'Aurore » est plus péremptoire : « Les 2 millions de réfugiés de Phnom-Penh restent dans le piège qui se referme sur eux. » « Plus de 200 000 Sud-Vietnamiens, dont les prises de position anti-communistes ont été immuables, seraient promis à une mort certaine. » 200 000, c'est le nombre des prisonniers politiques au Sud-Vietnam, détenus, torturés, assassinés par Thieu, ceux qu'il n'a jamais voulu libérer depuis la signature des Accords de Paris.

Ouvrément ou hypocritement, la presse bourgeoise suggère que les soulèvements populaires, les victoires des peuples d'Indochine préparent « un bain de sang ». Pas un ne rappellera que les massacres, c'est l'œuvre des impérialistes US, c'est My-Lai et des milliers d'autres villages dont la population a été décimée. Ce sont les bombardements au napalm. Ce sont les massacres de « Vietnamiens » au Cambodge quand le CIA mit au pouvoir Lon Nol : pendant des jours, le Mékong charria des cadavres, les victimes de la barbarie fantoche. Dans la réalité, les sept points du GRP offrent à tous la possibilité de participer à l'édification de la zone libérée : dans la réalité, les populations de Phnom-Penh et de Saïgon luttent, pied à pied, depuis des mois contre les régimes fantoches et non contre « le danger communiste » ; dans la réalité, c'est avec enthousiasme que la population instaure le pouvoir populaire dans les villes et dans les régions libérées au Vietnam et au Cambodge.

#### - L'HUMANITARISME - AU SERVICE DE L'AGRESSION

« Voici que sur nos écrans réapparaissent les foules hagardes des interminables tragédies orientales qui transhument depuis un demi-siècle, d'un massacre à l'autre avec une résignation qui donne envie de hurler... de hurler avec les loups, avec Gerald Ford, contre les victoires des peuples indochinois, c'est ce que montre la lettre échangée entre le vice-premier ministre et le premier ministre de Thieu :

« Le départ d'un très grand nombre d'orphelins va provoquer une profonde émotion dans le monde et, particulièrement, aux Etats-Unis et sera favorable au Vietnam du Sud (le régime fantoche NDLR). L'ambassade des Etats-Unis m'apportera son aide pour être sûr qu'ils quitteront le pays en très grand nombre. L'ambassadeur insiste sur le fait que, ajouté à l'évacuation des centaines de milliers de victimes de guerre, le départ des orphelins nous aidera à nous concilier favorablement l'opinion publique américaine. Quand ces enfants arriveront aux Etats-Unis, la presse, la télévision et la radio en rendront compte, ce qui aura une grande influence. »

Suite page 2

**Cambodge : l'ambassadeur US en fuite  
Vietnam : le plan "d'évacuation" US, une  
nouvelle menace contre le sud-vietnam**

**G.R.U.N.K.  
A PHNOM PENH !**

**THIEU  
DEMISSION !**

Sur l'aéroport de Phnom Penh, la fuite de l'ambassadeur US Dean...



**en page 8.**

**le début du  
reportage de  
nos envoyés  
spéciaux au  
portugal**

**monique chéran  
jean lermet  
tobias engel**

# DENONÇONS LA CAMPAGNE REACTIONNAIRE DE LA BOURGEOISIE ! ORGANISONS UN PUISSANT SOUTIEN AUX PEUPLES D'INDOCHINE !

## EDITORIAL

Suite de la page 1

# G.R.U.N.K. A PHNOM PENH !

Les réfugiés débarqués à Poulo-Condor sont « triés » et ceux qui sont soupçonnés d'être favorables au GRP sont fusillés. Telle est la réalité de l'évacuation forcée.

C'est clair : les impérialistes sont les seuls responsables de l'évacuation forcée. Toutes les souffrances que les défenseurs éhontés de l'impérialisme, comme les journalistes « humanitaires », ont attribués à la juste guerre de libération des peuples d'Indochine, toutes ces souffrances sont le résultat d'une politique systématique des yankees et de leurs fantoches, pour masquer leur politique d'agression.

### LES REFUGIES SE MUTINENT

L'ignoble campagne de la bourgeoisie vise à dénaturer la guerre du peuple. D'après elle, les peuples n'ont rien à attendre de la guerre de libération qui se déroulerait en dehors d'eux, et dont ils sont les premières victimes : « ils vont d'un massacre à l'autre avec résignation ».

Jamais, les peuples d'Indochine ne se sont résignés face à leur bourreau, l'impérialisme US qui a massacré et qui masse encore des milliers de leurs compatriotes pour les soumettre. Les peuples indochinois sont restés indomptables jusque dans les bagnes. Ils se sont dressés les armes à la main contre la formidable puissance de l'impérialisme US.

Les « réfugiés », même sous la terreur des soldats fantoches en déroute, se sont soulevés contre leurs bourreaux. Ils ont participé à tous les soulèvements populaires dans les villes où ils étaient déportés. Les « réfugiés » d'un bateau que les fantoches voulaient débarquer sur l'île de Phu-Quoc, au large des côtes du Vietnam, se sont mutinés et ont obligé l'équipage à les conduire sur la côte sud-vietnamienne.

La plupart des « réfugiés » sont, aujourd'hui, en zone libérée. Toute la population s'est mobilisée pour leur permettre de rejoindre leurs villes, leurs villages en leur apportant des moyens de transport. Les fantoches ont détruit tout sur leur passage : ils ont dévalisé les pharmacies, pillé les habitants, saccagé leurs maisons, avant de les obliger à « l'évacuation ». Le pouvoir révolutionnaire mobilise la population pour les aider, pour les soigner, réparer leurs pertes. Dans les zones occupées par Thieu, c'est l'agression, dans les zones libérées, c'est la liberté et la solidarité de masse. Là-bas, la terreur impérialiste, là le pouvoir populaire.

La guerre de libération est une guerre menée par le peuple, pour le peuple. Tous les commentateurs bourgeois veulent le cacher à l'heure où elle inflige à l'impérialisme US sa plus cuisante défaite. Elle révèle la faiblesse de l'impérialisme, elle révèle que l'avenir appartient aux peuples du monde. C'est pourquoi, tous les commentateurs bourgeois la dénigrent, c'est pourquoi à toutes forces, ils essaient par le mensonge et la calomnie de nier la victoire des peuples indochinois.

### ORGANISONS UN PUISSANT SOUTIEN AUX PEUPLES D'INDOCHINE

Partout la campagne odieuse de la bourgeoisie doit être mise en échec, partout l'unité de combat entre les peuples de France et d'Indochine doit être affirmée, partout la victoire des peuples indochinois doit être acclamée. La riposte à la campagne hystérique contre les peuples indochinois doit s'organiser comme le propose notre Parti en un immense mouvement de soutien aux peuples d'Indochine.

Il faut contrecarrer la propagande réactionnaire en collectant massivement des médicaments, dont le GRP a le besoin le plus urgent (ou de l'argent pour s'en procurer). Sur ce terrain, la bourgeoisie tente de gagner à sa propagande réactionnaire ceux qui sont révoltés par les souffrances que l'agression US inflige aux peuples. Il faut expliquer largement qui sont les agresseurs, les massacreurs, et entraîner dans le mouvement de soutien aux peuples indochinois de larges couches des masses.

Pas un sou pour Thieu, tout le soutien au GRP.

## La main dans le sac...

La panique de Thieu est contagieuse. Pinochet s'affole à l'idée que les tortures et la terreur ne peuvent venir à bout de la résistance des peuples et sauver de la ruine les bourreaux. Il vole au secours de Thieu : « Nous accusons, dit-il, le Vietnam du Nord devant les Nations-Unies de violer les droits de l'homme. Le gouvernement chilien ne peut réprimer un sentiment d'horreur devant les méthodes inhumaines que les forces viet-congs emploient ».

pas été battu par le peuple cambodgien, que l'agression US n'ait pas été battue par ce petit peuple en comptant sur ses propres forces. Il est vrai que ces victoires font voler en éclat les théories révisionnistes. En 1965, au début de l'agression directe de l'armée US au Vietnam, Piquet, dirigeant du P.C.F., déclarait : « Nous devons résolument dénoncer ceux qui pratiquent la politique criminelle des dirigeants chinois qui consiste à pousser le petit peuple du Vietnam à la guerre totale, c'est-à-dire au génocide, en lui répétant sans cesse cette absur-

dité que l'impérialisme américain est « un tigre en papier ». A qui fera-t-on croire que la puissante armée impérialiste peut être brisée par un petit peuple, aussi héroïque soit-il. »

Pour la ligue trotskiste, la principale leçon du soulèvement populaire au Vietnam serait que « la coexistence pacifique a trois entre Moscou, Washington et Pékin, malgré les revers qu'elle inflige et infligera aux combats révolutionnaires dans le monde n'a pu donner un coup d'arrêt à la remontée internationale des luttes de classe ». Cette dégoûtante bouillie est une

## UNE POLITIQUE A DOUBLE FACE

Alors que la bourgeoisie française déverse, depuis plusieurs semaines, un flot de calomnies contre les peuples indochinois, la semaine qui s'est écoulée a été marquée par toute une série de faits par lesquels l'impérialisme français apparemment reconnaît les victoires des peuples et prend ses distances à l'égard de l'impérialisme US.

● Giscard a désavoué Thieu en affirmant que « l'autorité politique doit être exercée à Saïgon exclusivement par des personnalités qui fassent connaître leur volonté d'appliquer les Accords de Paris ».

● Le Vice-Consul de France à Da-Nang, qui avait refusé d'être évacué, a été chargé d'établir la liaison avec les autorités mises en place à la suite des soulèvements populaires. Giscard demande aux Français, en poste au Vietnam, de ne pas chercher à être évacués.

● Le GRUNK a été reconnu par le gouvernement français comme seul représentant du Cambodge. Dimanche soir, on a pu voir les représentants des fantoches démentant l'ambassade à la sauvette dans des voitures.

● Les envois de médicaments et de vivres, au lieu d'être envoyés

directement à Thieu, sont distribués au régime de Saïgon et au GRP sans tenir compte du plan US « d'aide humanitaire ». Ces retournements sont une victoire des peuples. Ils affaiblissent les régimes fantoches au niveau international. L'impérialisme français cherche à se mettre en position favorable en Indochine. L'impérialisme français cherche à se poser en ami des peuples d'Indochine. Les peuples de ces pays sauront, tout en exploitant les contradictions du camp impérialiste, discerner ces manœuvres de l'impérialisme français.



... dans les villes libérées.

libérées. Le GRUNK transférait ses services dans les zones libérées.

Progressivement, toutes les communications de la capitale étaient coupées. En 1974, les Forces Armées Populaires enfoncent les ceintures de défense de Phnom-Penh, coupent les routes. En 1975, elles libèrent totalement les rives du Mékong. Le régime de Phnom-Penh est un arbre sans racine : une à une, ses positions ont été détruites.

### LA SOURCE DES VICTOIRES, C'EST LE PEUPLE ORGANISÉ DANS LES ZONES LIBÉRÉES POUR CHASSER L'AGRESSEUR ET ÉDIFIER UNE VIE NOUVELLE QUI RÉPOND À SES ASPIRATIONS.

La fuite des fantoches, c'est la victoire de la guerre du peuple. Dès 1970, dès le coup d'État, le FUNK et le GRUNK ont organisé le peuple pour mettre en échec l'agression US. 1970, c'est les premières défaites de l'agression, la défaite des troupes US et saïgonnaises qui avaient envahi le Cambodge. En un an, 70 % du territoire était libéré. En 1973, toute la flotte aérienne yankee bombardait le Cambodge pendant plusieurs mois ; c'était un nouvel échec. Sihanouk faisait un voyage dans les zones

### LE GRUNK A PHNOM-PENH

Dès les premières heures de la lutte, le GRUNK a été reconnu, par tous les Cambodgiens qui se sont soulevés contre le coup d'État, comme seul représentant légitime.

Les victoires remportées sous sa direction contre l'agression US et dans l'édification de la zone libérée ont permis au peuple de déjouer toutes les manœuvres de l'impérialisme et du social-impérialisme. La prétendue « solution négociée » proposée par l'impérialisme US a avorté. La tentative de mise sur pied d'une « troisième force » par le social-impérialisme est apparue pour ce qu'elle était : une tentative de diviser le Front Uni et de saper la représentativité du GRUNK. Elle échoua parce que seuls des réactionnaires, agents avoués de l'impérialisme, s'y intéressaient. Tous ceux qui voulaient chasser Lon Nol se regroupaient sous la direction du GRUNK.

Aujourd'hui, le GRUNK est aux portes de Phnom-Penh. L'aéroport de Pochentong a été libéré, les quartiers sont libérés les uns après les autres. La victoire du peuple cambodgien s'appuie sur les victoires du peuple vietnamien et les renforce. Ensemble, les peuples indochinois marchent vers la victoire totale contre l'agression US, victoire his-

torique qui renforce la lutte de tous les peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme.

Le 15-4-75 16 h.

### parmi les meetings de la semaine

#### LYON

Manifestation vendredi 18 à 18 h 30, place Gabriel-Péri, à l'appel du PCR (ml), des CIP et d'autres organisations.

#### ORLEANS

Meeting « Les peuples d'Indochine marchent à la victoire totale », vendredi 18 avril, à 20 h 30, salle Mardoumeau, à l'appel du PCR (ml).

#### DIJON

Meeting vendredi 18 avril, face de Lettres, à l'appel des CIP.

#### CAEN

Meeting vendredi 18 avril, à l'appel du PCR (ml).

## après les victoires du peuple vietnamien LES YANKEES PRÉPARENT UNE NOUVELLE AGRESSION

Thieu se terre dans son palais transformé en forteresse depuis le mois de mars. Ce qui n'a pas empêché un pilote de bombardier le palais avant de passer en zone libérée où il a été chaleureusement accueilli.

### THIEU DEMISSION

La débâcle a soulevé un début de panique ; tous ceux qui avaient pu se constituer un petit magot grâce aux subsides de l'impérialisme se sont rués à l'assaut des banques pour retirer leurs dépôts. Thieu lui-même est saisi par l'affolement : il recherche vainement un avion pour envoyer en Suisse le stock d'or accumulé par lui-même et son compère Lon Nol, en sacrifiant la vie de leur pays aux intérêts de l'impérialisme. Cet or appartient aux peuples vietnamien et cambodgien. L'envoyer à l'étranger est un nouveau crime.

La peur de Thieu, c'est d'être renversé. Dans Saïgon, les étudiants affrontent la police ; ils refusent la conscription forcée pour tous les hommes valides de 17 à 43 ans décrétée par Thieu. Associations religieuses, membres du « parlement », membres de l'administration comme les masses populaires, tous réclament le départ de Thieu.

### LES MANŒUVRES US-THIEU

Pour empêcher la décomposition de s'aggraver à Saïgon, Thieu a lancé une partie de ses réserves stratégiques dans la bataille de Xuan-Loc, à 60 km de Saïgon : 8 000 hommes, 100 chars sont engagés dans une bataille pour tenter de remporter une victoire militaire qui devrait, dans son esprit, effacer ses défaites. La presse bourgeoise et Thieu font grand bruit autour de la bataille de Xuan-Loc pour essayer de gonfler son crédit sur le plan international, et pour remonter le moral de ses propres armées.

Les victoires remportées par le peuple vietnamien obligent les Etats-Unis à préparer un changement radical dans leur politique d'agression.

« J'ai conclu, dit Ford, que les intérêts nationaux des Etats-Unis exigent que nous continuions à apporter une aide militaire et humani-



... la population accueille avec enthousiasme les forces de libération.

taire aux Sud-Vietnamiens (à Thieu NDRL), afin de permettre à ceux-ci de stabiliser la situation militaire et dans le pire des cas de permettre une évacuation en ordre des Américains et des Sud-Vietnamiens en danger. En conclusion, Ford a demandé 700 millions de dollars d'aide pour approvisionner Thieu en armes et pour mettre sur pied des opérations de grand style comme celle de Phnom-Penh pour l'évacuation de Dean, accomplie avec l'approbation de tous les leaders du Congrès. Le plan d'évacuation, mis sur pied par Ford, comprend l'évacuation de 200 000 Sud-Vietnamiens et de tous les Américains sous la protection des « marines » : il ne peut se réaliser que si Thieu reste au pouvoir jusqu'à ce que l'opération soit prête, que le Congrès ait voté une loi le permettant.

L'ampleur de l'opération envisagée exige l'utilisation non plus de quelques centaines de « marines », mais de plusieurs milliers, non plus d'un jour, mais de plusieurs jours. Une telle opération est le moyen de prendre pied militairement au Vietnam pour contrebalancer la défaite de Thieu. Elle remplit les conditions d'une nouvelle intervention militaire directe des Etats-Unis au Vietnam.

L'agression US n'a pas pris fin. Tant que les Accords de Paris ne seront pas intégralement appliqués, le peuple vietnamien luttera pour la libération de son territoire, pour l'indépendance nationale.

## DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

## Giscard en Algérie : un signe évident des nouveaux rapports de force dans le monde

13 ans après la victoire du peuple algérien, qui mettait fin à plus d'un siècle de domination du colonialisme français, le chef de file de l'impérialisme français vient de se rendre en visite officielle en Algérie. Cette visite illustre de manière significative les bouleversements intervenus dans le monde particulièrement ces dernières années. Giscard d'Estaing, connu par ses sentiments pro-OAS, lors de la guerre de libération nationale du peuple algérien, devenu aujourd'hui président de la République, ne peut que sanctionner le nouveau rapport entre les pays impérialistes et social-impérialiste et les pays du Tiers Monde.

Le début des années 60, c'était sous l'impulsion de de Gaulle, la tentative de préserver sa domination impérialiste sur les anciennes colonies en recourant au néo-colonialisme, en accordant une indépendance fictive à ces pays. Le peuple algérien, qui a conquis son indépendance, les armes à la main, avait dès cette époque déjoué ce projet, mais il représentait, à l'époque, un cas relativement isolé. Aujourd'hui, en 1975, la constitution du Tiers Monde en force politique est devenue une réalité : la dominante impérialiste sous sa forme néo-coloniale connaît de nombreuses difficultés, de nombreuses remises en cause. Les défaites de l'impérialisme US en Indochine, qui connaît une débâcle sans commune mesure avec les échecs qu'il a rencontrés précédemment, l'unité grandissante des pays du Tiers Monde producteurs d'une même matière première, l'unité des pays du Tiers Monde producteurs de pétrole et des pays du Tiers Monde non possesseurs de pétrole, autant de signes de la force politique que constitue aujourd'hui ce Tiers Monde, du rôle

décisif qu'il joue dans la révolution mondiale. Aujourd'hui, loin de pouvoir dicter sa loi aux pays du Tiers Monde, l'impérialisme français n'a pas l'initiative et doit se préoccuper d'obtenir d'eux des avantages pour tenter de résoudre les difficultés dans lesquelles le plonge la nouvelle situation mondiale.

C'est ce qui est apparu clairement dans les discussions entre Giscard d'Estaing et le gouvernement algérien, sur les fournitures de matières énergétiques, sur la tentative de définir une position commune sur la conférence de l'énergie... En tentant de concilier de manière hésitante, un certain rapprochement avec l'impérialisme US et le développement de liens avec les pays du Tiers Monde, l'impérialisme français ne fait que révéler la position de faiblesse dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Soumis aux pressions croissantes des deux superpuissances, l'impérialisme français contraint de leur consentir certaines concessions, tente pour préserver ses positions, de prendre appui sur les pays du Tiers Monde. Mais parce que justement ce mouvement des pays du Tiers Monde a pris une ampleur nouvelle, l'impérialisme français pour obtenir ce qu'il désire (matières premières à bon marché, marchés de biens d'équipement) doit accéder, dans une certaine mesure, aux revendications de ces pays. Ce faisant, il ne fait que renforcer l'évolution actuelle et la croissance du Tiers Monde. Ainsi, les liens qui se nouent entre les pays du second monde (impérialisme secondaire, c'est-à-dire Japon, Canada, pays d'Europe de l'Ouest) et les pays du Tiers Monde même s'ils restent des rap-

ports impérialistes, contribuent à la fois au renforcement du Tiers Monde, et à la fois à l'aiguinement des contradictions entre les deux superpuissances et les impérialismes secondaires. C'est en ce sens que les points d'unité qui apparaissent entre le Tiers Monde et le second monde favorisent l'essor de la révolution mondiale.

Parmi les points sur lesquels le gouvernement algérien a particulièrement insisté pour obtenir un recul de l'impérialisme français, figure le problème des conditions de vie des travailleurs algériens immigrés en France. Giscard est allé jusqu'à faire allusion dans le communiqué commun aux « mesures de sécurité prises par le gouvernement français ». En l'affaire, les travailleurs en France ne se paieront pas de mots : ce n'est pas la visite de Giscard dans un bidonville de Marseille qui annule les perpétuelles agressions racistes dont sont victimes les travailleurs immigrés, qui annule la multiplication des contrôles lors des opérations coups de poing, qui annule le caractère raciste de la police dont plusieurs éléments viennent d'être encore récemment impliqués dans des affaires de violence envers des travailleurs immigrés. Récemment encore, le meurtre toujours impuni de Moussa illustre bien le type de sécurité que garantit l'impérialisme français aux travailleurs algériens. Pour le respect des droits des travailleurs immigrés pour l'amélioration de leurs conditions de vie, les travailleurs français et immigrés doivent unir leurs efforts, par leurs luttes, imposer des reculs à l'impérialisme français, en mettant à profit la nécessité pour cet impérialisme de préserver ses relations avec les pays arabes, particulièrement l'Al-

## meeting commun de la gauche à la mutualité : quand l'union se donne en spectacle

Le P.C.F. n'a pas ménagé ses efforts pour présenter les 100 meetings communs de la « gauche » comme la concrétisation des propositions qu'il fait au P.S. depuis plusieurs mois. Ainsi, serait justifiée cette interminable querelle, puisqu'elle aurait abouti à élever la « qualité de l'union ». Les travailleurs auraient tout lieu de confirmer leur confiance au P.C.F. qui, dans l'union de la gauche serait le garant du respect du programme commun, le garde-fou d'un P.S. prêt à faire supporter une politique d'austérité aux travailleurs. En fait, le P.C.F. est loin d'avoir obtenu les 10 grands meetings prestigieux sur le programme commun, avec en vedette les trois chefs des partis de gauche ; il a dû accepter les propositions du P.S. : 100 meetings sur l'emploi. C'est cela qu'il a présenté comme un succès, un événement pour les travailleurs.

conserver leur emploi, contre les licenciements et le chômage n'ont trouvé aucun écho dans la Mutualité transformée en champ clos de la rivalité P.C.F. - P.S. L'occasion était bonne pour le P.C.F. de tenter de donner l'illusion qu'il a une position de force dans l'union de la gauche. Arrivés une demi-heure avant le début du meeting, les militants révisionnistes occupaient presque toutes les places assises, ne laissant que les travées aux socialistes. Trois fois plus nombreux, les révisionnistes n'eurent aucun mal à couvrir par des huées et des sifflets les premières phrases du discours du socialiste qui dut s'interrompre à plusieurs reprises, aux cris de « l'Union, action, programme commun ». Fizin à la tribune orchestrait discrètement le chahut contre l'orateur du P.S. Quand Fizin parla à son tour il n'eut, bien sûr, que des applaudissements.

Mercredi 9 avril, à la Mutualité, on a pu juger de la qualité de cette union et de ses résultats. Les orateurs s'étaient-ils trompés de meeting ? C'est à peine si le problème de l'emploi fut évoqué. Le radical de « gauche » Mattei parla surtout des loyers, tandis que Christian Pierre, pour le P.S., et Fizin, pour le P.C.F., développaient leurs interprétations respectives et divergentes du programme commun et de l'union de la gauche.

Mais au-delà de cet affrontement renouvelé P.S. - P.C.F., au caractère très spécial de « cette nouvelle qualité de l'union » tant vantée par le P.C.F., les travailleurs peuvent faire leurs comptes sur ce qu'un tel meeting apporte comme perspectives de luttes, comme perspectives pour la construction d'une nouvelle société !

Les travailleurs refuseront d'arbitrer le match P.S.-P.C.F. Aucun de ces partis ne trace les perspectives répondant à leurs aspirations.

Les luttes des travailleurs pour

aucune de leurs revendications n'est contenue dans le « programme commun ». C'est ce qu'a démontré une nouvelle fois cette réunion !

## cercle "que faire"

L'IMPASSE REVISIONNISTE ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

vendredi 18 20 h 30 44, rue de Rennes

Où en est « l'Union de la Gauche » avec la querelle PS-P.C.F. ? Quelles sont les contradictions qui se développent entre les révisionnistes et les masses.

Quelles perspectives révolutionnaires faut-il développer aujourd'hui.

**abonnez vous**

**FRONT ROUGE**  
CCP 31 191 14  
**LA SOURCE**

|                |                 |       |
|----------------|-----------------|-------|
| pour la France | pli normal 1 an | 80 F  |
|                | 3 mois          | 20 F  |
|                | pli fermé 1 an  | 160 F |

**POUR L'ETRANGER**  
écrire au journal qui fournira le tarif

# LES TRAVAILLEURS DE L'IMPRIMERIE REFUSENT LE PLAN DE CHOMAGE DE LA BOURGEOISIE

Après Larousse, Néogravure..., c'est maintenant Lang, Chauffour, Paul Dupont et bien d'autres imprimeries qui sont touchées par les licenciements. Aucune entreprise n'est épargnée, toutes connaissent, à des degrés divers, licenciements ou chômage partiel. La crise dans l'imprimerie est antérieure aux difficultés économiques actuelles de la bourgeoisie. La restructuration de l'imprimerie a été décidée dans le cadre du VI<sup>e</sup> Plan, ainsi que les suppressions d'emploi qui s'en suivraient : 35 000 sur 140 000 travailleurs en 1970, 10 000 ont déjà été effectuées, des milliers d'autres suivront.

Depuis 1970, c'est près de 80 imprimeries qui ont dû fermer leurs portes.

Le plan de restructuration vise à rendre concurrentielle l'imprimerie française en retard sur ses rivaux d'Allemagne, d'Italie et de Hollande, plus compétitives parce que mieux équipées, plus concentrées. Cette

restructuration est supervisée par le gouvernement qui a même chargé l'ex-député UDR Lecat d'y veiller. La restructuration doit s'organiser autour de deux pôles dominants :  
— en héliogravure avec Néogravure,  
— en offset avec un groupe d'intérêt économique regroupant (Montsouris, Paul Dupont..., Chaix).

Elle se traduira par des concentrations, comme le groupe Néogravure (50 % du marché français) et la fermeture des petites boîtes. L'imprimerie est une des branches les moins concentrées, il existe des milliers de petites entreprises de moins de 50 ouvriers.

Ce plan de restructuration est mené sous l'égide des grandes banques, actionnaires des principales imprimeries et qui peuvent décider de leur gestion en accordant ou non les crédits qu'elles réclament. Paribas pour la Néogravure, la BNP pour Lang.

Face aux plans de licenciements de la bourgeoisie, les travailleurs ont mené et mènent encore de longues luttes pour exiger le maintien de tous les emplois.

Non seulement ils doivent faire face à l'intransigeance des patrons, mais aussi aux sabotages des dirigeants syndicaux de la FFTL (Fédération française des travailleurs du livre), la CGT du Livre qui se comporte en complice des patrons.

Parfaitement au courant des projets de licenciement, de la bourgeoisie, la FFTL n'a pas fait la moindre information sur ce qui se tramait, à aucun moment elle n'a mentionné les 35 000 licenciements prévus, laissant les travailleurs dans l'ignorance, ce qui permettait aux patrons de frapper à l'improviste. Plusieurs boîtes ont fermé sans qu'il y ait eu la moindre lutte pour s'y opposer : Lang Grandemange, Hénon... Pourtant, les travailleurs du Livre, dont le taux de syndicalisation est très élevé (80 %), possèdent

dans la FFTL un syndicat puissant très largement majoritaire. Mais ce puissant syndicat est tenu en main par les révisionnistes du P-C-F qui en font l'instrument de leur politique et y imposent leur ligne de trahison.

La collaboration entre les patrons, « les maîtres-imprimeurs » et les dirigeants de la FFTL est officialisée, notamment dans une des clauses de la convention collective du Livre, concernant le droit de grève. La grève sauvage est interdite : avant de déclencher une grève, les travailleurs et leurs délégués doivent demander la réunion de la « Commission de conciliation », qui essaiera de trouver un compromis aux conflits les opposant aux patrons. Cette Commission est composée à la fois de patrons du Livre et de responsables de la FFTL. Un compromis est élaboré sur lequel les délégués des travailleurs doivent immédiatement se prononcer sans pouvoir donc en référer à la base ; s'ils refusent le compromis, ils peuvent alors déclencher la grève. Mais cette procédure laisse souvent 15 jours de répit au patron qui en profite pour créer la division entre les travailleurs et pour prendre ses précautions en vue d'une grève. Il s'agit donc d'une véritable clause anti-grève, empêchant toute riposte immédiate des travailleurs. En cas de licenciement, par exemple, la riposte ne doit pas tarder, sous peine d'être inefficace, 15 jours après il est trop tard. Lorsque malgré tout les travailleurs déclenchent une grève sauvage, le patron s'empresse de faire appel à la FFTL qui respecte scrupuleusement la convention collective et sermonne les travailleurs « fautifs » et leur demande de reprendre le travail en attendant la réunion de la « commission de conciliation ».

L'activité de la direction de la FFTL s'est ainsi limitée pendant des années à « concilier » les intérêts des travailleurs et ceux du patron, à empêcher toute lutte dure et à collecter les timbres syndicaux. Dans l'imprimerie de la presse (les quotidiens) elle a le contrôle officiel, accordé par la bourgeoisie, de l'embauche. Ceci montre bien

quelle confiance la bourgeoisie accorde à la direction de la FFTL !

La FFTL n'a cependant pas pu empêcher la riposte des travailleurs de s'affirmer lors des derniers licenciements massifs dans l'imprimerie, ainsi à Darbois, Larousse, Néogravure, Lang, Chauffour..., les travailleurs ont mené des luttes avec occupation, de plusieurs semaines.

L'attitude des dirigeants de la FFTL, dans chacun de ces conflits a toujours été la même : reprendre en apparence les revendications des travailleurs, mais brimer leurs initiatives, laisser la lutte pourrir et faire cesser la lutte sur un échec.

Aux travailleurs qui exigent la popularisation de leur lutte, la FFTL ne propose que des journées portes-ouvertes au cours desquelles l'information porte plus sur les techniques que sur la lutte. Les dirigeants de la FFTL disent se charger de tout, en fait, ils font silence sur les luttes et empêchent une véritable popularisation des luttes : à Lang, les travailleurs ignorent où en est la lutte à Chauffour. Lorsque spontanément les travailleurs organisent des collectes pour leurs camarades en lutte, les dirigeants révisionnistes de la FFTL s'interposent, tout l'argent collecté doit obligatoirement passer par eux avant d'être redistribué aux grévistes, empêchant tout contact des travailleurs en lutte avec leurs camarades des imprimeries ou d'autres entreprises.

Pour s'opposer aux licenciements, les travailleurs du Livre ont eu recours à de nombreuses reprises à la grève avec occupation, les dirigeants de la FFTL, sans s'opposer ouvertement à cette forme de lutte, s'opposent à tout ce qui pourrait la rendre plus combative : remise en route de la production, afin de mobiliser plus largement les travailleurs et d'assurer un soutien financier, ouverture aux autres travailleurs, aux personnes du quartier. De telles méthodes ont permis aux travailleurs de Darbois, de Hollenstein de maintenir leur emploi, mais ailleurs la FFTL s'y est violemment opposée.

A la Néogravure, pour rentrer, il fallait montrer sa carte de gréviste ; à Lang, la CGT a chargé les gardiens de filtrer les entrées.

En s'opposant aux initiatives des travailleurs, les dirigeants de la FFTL se sont rendus responsables de l'échec de la plupart des luttes. L'isolement des luttes, le manque de perspectives ont conduit au découragement et à l'acceptation des licenciements.

Ce n'est pas la combativité qui fait défaut aux travailleurs du Livre, ils en ont fait la preuve et leurs luttes actuelles en administrent la preuve : à Lang, Chauffour, l'occupation se poursuit depuis plus d'un mois.

La victoire de ces luttes, l'échec aux plans de chômage des patrons est donc possible, à condition que la combativité des travailleurs ne soit pas freinée, que leurs luttes ne soient pas trahies.

La lutte contre les licenciements suppose donc que les travailleurs retirent leur confiance aux dirigeants révisionnistes de la FFTL qui les trahissent et s'entendent sur leur dos avec les maîtres-imprimeurs pour planifier la restructuration.

Pour vaincre, les travailleurs du Livre devront briser l'isolement qui entoure leurs luttes, organiser la solidarité de tous les ouvriers du Livre, qui sont tous concernés à plus ou moins brève échéance. Il ne faut plus que les patrons puissent faire imprimer ailleurs les travaux refusés par les grévistes. Cela suppose que tous les travailleurs soient informés des luttes en cours et des travaux à refuser. Il faut que dans chaque lutte, les travailleurs renforcent leur mobilisation, en assurant une occupation active, notamment par la prise en main des tâches à tous les niveaux : popularisation, animation et si possible remise en route de la production.

Déjà de nombreux militants et délégués CGT et même certains membres du P-C-F s'opposent à la ligne actuelle de la FFTL et combattent ses directives, les contradic-

tions se font jour à l'intérieur de la FFTL. Premier pas dans la coordination des luttes, un collectif des luttes des travailleurs du Livre s'est constitué, regroupant syndiqués CGT et CFDT et non syndiqués de différentes entreprises.

Les conditions d'une lutte victorieuse existent, en premier lieu, la forte combativité des travailleurs ; mais la victoire suppose que soient balayés ceux qui freinent cette

combativité : les dirigeants révisionnistes de la FFTL et la ligne qu'ils développent.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT !  
MAINTIEN DE L'EMPLOI SUR PLACE !  
MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS !  
RETOUR IMMEDIAT AUX 40 HEURES !  
PAIEMENT INTEGRAL DU CHOMAGE PARTIEL !

Serge LIVET

## Lang 8<sup>e</sup> semaine de grève avec occupation contre les licenciements

Les ouvriers du secteur offset de Lang en sont à leur 8<sup>e</sup> semaine de grève, contre les licenciements. Ils réclament :

- Aucun licenciement ;
- 40 h par semaine ;
- Ras de réduction d'horaires sans maintien des salaires ;
- rattrapage des acquis ;
- prime de nuit pour les brocheurs,
- heures de nuit de 20 h à 22 h majorées.

Georges Lang, deuxième imprimerie française après Néogravure, veut, pour être plus concurrentiel, liquider les secteurs les moins rentables comme l'offset et produire plus dans les autres secteurs avec moins d'ouvriers. Dans l'immédiat, 147 licenciements sont prévus pour l'offset, mais Lang annonce pour dans quelques mois 300 sup-

pressions d'emplois, dont 150 licenciements. En mars, Lang a déjà supprimé 1 000 emplois dans son entreprise du 15<sup>e</sup> arrondissement, il ne reste plus que 1 900 travailleurs. Avant d'annoncer les licenciements, le patron avait réduit les horaires à 24 h et imposait des horaires à son gré.

Lundi, le chômage technique, mis sur le compte des grévistes, touche d'autres secteurs : brocheur et 1 h par jour en typo. Au bout de sept semaines de lutte, les travailleurs sont conscients qu'il faut durcir la lutte, étendre l'occupation aux autres secteurs, l'hélio en particulier sur lequel le patron gagne le maximum d'argent. Mais la FFTL ne fait rien, l'information n'est pas faite dans l'entreprise d'un secteur à l'autre. Les travailleurs, y compris des délégués CGT, membres du P-C-F, commencent à se poser des questions sur la façon dont la FFTL mène la lutte.

« Mardi dernier, nous a dit un militant CGT, il y a eu une réunion à Blanqui (siège de la FFTL) qu'on est allé assister pour l'imprimerie labour ? Pour Lang, Chauffour, Mazarine... ? Rien. Aucune action n'est envisagée pour mobiliser les gars, à part une grève de 24 h et une manifestation. Comment se fait-il que les dirigeants de la CGT n'informent pas mieux les travailleurs des autres secteurs, afin de leur faire prendre conscience de la situation. S'ils ne préparent pas la lutte, l'offset battu, les ouvriers des autres secteurs seront battus, les uns après les autres. Ce n'est pas par une action molle, mais par une action dure qu'on préservera notre emploi et nos acquis. »

Action dure, c'est-à-dire dans l'immédiat l'extension de la lutte à l'hélio et à tous les autres secteurs. C'est ce dont discutent les travailleurs actuellement.

## redon GARNIER DOIT VIVRE, GARNIER VIVRA

Depuis plusieurs mois, les 650 travailleurs de Garnier à Redon luttent contre les licenciements, pour le maintien de l'emploi pour tous dans l'usine et le maintien des acquis arrachés au cours des luttes passées.

En octobre 1974, Maury, le PDG de l'usine annonce la liquidation de l'entreprise. Les horaires sont ramenés à 32 heures (par voie de conséquence : baisse brutale de salaire qui, pour beaucoup, tourne alors tout juste autour de 1 000 F), et les travailleurs de Garnier sont menacés de licenciement.

Manifestations, blocages de la voie ferrée, affrontements avec les gardas mobiles, se succèdent, montrant la détermination des ouvriers à lutter pour rester tous dans l'usine.

Il y a deux mois, un industriel suédois, Akesson, propose alors de reprendre la boîte, mais en licenciement immédiat plusieurs centaines d'ouvriers.

La bourgeoisie (Préfet, Sous-Préfet, représentants de l'Etat) soutient le « plan » Akesson et voudrait bien que les ouvriers s'en contentent.

Mais, pour les travailleurs de Garnier, pas question d'accepter les licenciements prévus par Akesson qui, dès son arrivée, annonçait 160 licenciements et aujourd'hui en demande au minimum 250 !

A ceux qui sont sur les listes de licenciements, la bourgeoisie promet : « reclassements », « réembauchage dans un délai d'un an », « garantie de 90 % du salaire pendant un an... »

Balivernes ! répondent les Garnier : reclassements ? Tout le monde sait qu'à Redon il y a 750 chômeurs recensés officiellement, ce qui, compte tenu de la modestie patronale en la matière, porte en fait le



Les travailleurs de Garnier manifestent avec détermination contre les licenciements.

chiffre à plus de 1 000. Sans compter les 2 700 travailleurs de Redon qui, chaque jour, vont travailler à Rennes, St-Nazaire, Nantes... La garantie de toucher 90 % du salaire pendant un an ?

Seulement 1 % des chômeurs les touchent en France aujourd'hui... et encore pendant 3 mois !

Face à cet avenir de chômage et de misère, les Garnier disent « non au plan Akesson, véritable plan de chômage ! ». Pour vivre à Redon, la seule solution c'est de rester tous dans l'usine !

C'est ce que le Parti explique devant l'usine, démontant les différentes manœuvres de la bourgeoisie (« plan » Akesson, accords bidon sur les 90 %...).

Début avril, les menaces de licenciement se précisent, la bourgeois-

ie est pressée d'en finir avec « l'affaire Garnier » qui, selon elle, n'a que trop duré. Autrement dit : c'est Akesson ou rien.

Jedi 3 avril : plus de 300 travailleurs de Garnier s'équestrent pendant plusieurs heures l'adjoint du syndic dans le but d'empêcher l'envoi de lettres de licenciement. Néanmoins, le lendemain les lettres sont parvenues à 245 d'entre eux.

Si la bourgeoisie croit ainsi briser l'unité des Garnier en les plaçant devant le fait accompli, elle se trompe : lundi 7, une puissante manifestation, réunissant autour des Garnier de fortes délégations des autres usines de Redon (Flaminière, SRP), Unifer, Fondrières du Château...), ainsi qu'une délégation de paysans-travailleurs de la région, a donné la preuve qu'un grand mouvement de solidarité s'organise

pour empêcher tout licenciement chez Garnier. A la suite d'affrontements avec les flics après la manifestation, deux paysans ont été inculpés sous le coup de la loi anti-casseurs, un ouvrier de Garnier a eu la jambe droite brisée par un tir tendu de grenade lacrymogène...

Dans leurs luttes, les Garnier continuent de trouver le Parti à leurs côtés pour s'opposer à toutes les manœuvres de la bourgeoisie et de tous ceux qui seraient tentés de liquider la lutte ou de la faire dévier de son objectif !

Lévéé immédiate de toute inculpation contre les deux paysans ! Flics hors de Redon !

Pas un seul licenciement chez Garnier !

Garnier doit vivre ! Garnier vivra ! 9/4/75 (Correspondant)

## les jeunes sont les premières victimes de l'extension du chômage

Chaque jour, depuis plusieurs mois, la liste des fermetures d'entreprises, des licenciements individuels et collectifs, des mesures de chômage partiel s'allonge.

Aujourd'hui, on ne peut plus cacher les chiffres : près de 1 200 000 chômeurs, 174 000 journées de chômage partiel en décembre, baisse de la consommation de vêtements, d'équipements ménagers, des dépenses de loisirs et cultures de 10 % en moyenne au premier trimestre 1975 par rapport à celui de 1974. Chantage à la catastrophe, répression accrue contre les mouvements populaires...

La bourgeoisie réoriente l'activité de ses trusts, liquide les secteurs peu rentables, ou de la transplantation d'usines dans les pays du Tiers Monde où la main-d'œuvre est meilleur marché, que l'on enregistre la plus forte augmentation du nombre de jeunes chômeurs en un an : 100 % pour la Picardie, la Lorraine, l'Alsace, la région Rhône-Alpes.

Les diplômés offrent de moins en moins de garantie d'emploi : 86,4 % des jeunes demandeurs d'emploi ont reçu une formation au moins égale au CAP.

De plus en plus nombreux (600 000 par an), les jeunes sortent de l'école, après avoir cherché pendant plusieurs mois un emploi correspondant à la formation qu'ils ont acquise, n'ont souvent plus le choix qu'entre sous-qualification et déqualification pure et simple. 34 % des jeunes manœuvres ont un CAP en poche, 30 % des jeunes qui sortent de l'école avec un CAP n'exercent jamais le métier qu'ils ont appris.

Faute de débouchés dans leur ville ou leur région, le jeune travailleur est contraint soit à de longs et exténuants déplacements quotidiens, soit carrément à l'exode, loin de sa famille : en 1974, 44 % des travailleurs qui « montent » à Paris cherchent du travail sont des jeunes ;

25 ans, dont 65 % de jeunes filles : 1 chômeur sur 2 donc à moins de 25 ans et 54 % d'entre eux devront attendre, de 6 mois à 1 an, pour trouver du travail. Si la progression du nombre de chômeurs de moins de 25 ans a été de 77 % en un an (contre 57 % pour l'ensemble des demandeurs), celle de moins de 22 ans a été de 80,4 %.

Dans certaines régions, la situation est plus catastrophique encore. C'est précisément dans les régions victimes depuis quelques années de la « politique de reconversion, de modernisation », de liquidation de secteurs industriels importants (mines, textiles...) jugés peu rentables, ou de la transplantation d'usines dans les pays du Tiers Monde où la main-d'œuvre est meilleur marché, que l'on enregistre la plus forte augmentation du nombre de jeunes chômeurs en un an : 100 % pour la Picardie, la Lorraine, l'Alsace, la région Rhône-Alpes.

Les diplômés offrent de moins en moins de garantie d'emploi : 86,4 % des jeunes demandeurs d'emploi ont reçu une formation au moins égale au CAP.

De plus en plus nombreux (600 000 par an), les jeunes sortent de l'école, après avoir cherché pendant plusieurs mois un emploi correspondant à la formation qu'ils ont acquise, n'ont souvent plus le choix qu'entre sous-qualification et déqualification pure et simple. 34 % des jeunes manœuvres ont un CAP en poche, 30 % des jeunes qui sortent de l'école avec un CAP n'exercent jamais le métier qu'ils ont appris.

Faute de débouchés dans leur ville ou leur région, le jeune travailleur est contraint soit à de longs et exténuants déplacements quotidiens, soit carrément à l'exode, loin de sa famille : en 1974, 44 % des travailleurs qui « montent » à Paris cherchent du travail sont des jeunes ;



1 chômeur sur 2 a moins de 25 ans.

Et chômeurs, travailleurs et jeunes travailleurs, chômeurs et jeunes à la recherche d'un premier emploi. Elle tente aussi de faire pression sur les travailleurs combattifs, parmi lesquels les jeunes sont de plus en plus nombreux, en pratiquant le chantage à l'armée de réserve !

Aujourd'hui, la jeunesse scolarisée, les jeunes travailleurs aux côtés de la classe ouvrière, doivent s'unir pour engager un large mouvement de lutte contre le chômage, la déqualification, de dénonciation des armes de division de la bourgeoisie.

Un tour de la jeunesse ouvrière, l'ensemble de la jeunesse doit dénoncer le sort que lui réserve la bourgeoisie (qu'elle camoufle en instabilité...) contribuant ainsi au succès des grandes luttes ouvrières à venir.

Dès maintenant, les jeunes travailleurs révolutionnaires s'organisent dans des commissions jeunes des syndicats, luttant contre les directions révisionnistes et réformistes pour le rattachement immédiat de tout travailleur licencié à sa section syndicale d'origine, en vue de sa réembauche ; pour le refus de tout licenciement, pour les refus d'ordre que les directions réformistes et révisionnistes combattent dans chaque lutte, préchant le reclassement, c'est-à-dire en fait la déqualification, la baisse du salaire, l'allongement du temps de transport... Ils créent, participent aux comités de lutte contre le chômage regroupant travailleurs, chômeurs et jeunes, ou la jeunesse scolarisée, ouvrière et pré-ouvrière, armée de l'idéologie « servir le peuple », dans cette alliance de classe des masses populaires autour de la classe ouvrière, dénonce le sort que lui réserve la bourgeoisie et lutte avec les ouvriers en activité et les syndicalistes.

Quant aux conditions de travail et aux salaires, les jeunes travailleurs sont les victimes désignées de l'intensification du travail, de l'augmentation des cadences, et sans aucune exception, sont les plus mal payés.

Pour masquer ses responsabilités et empêcher la lutte, la bourgeoisie calomnie et divise. Elle développe le racisme. Les travailleurs immigrés ne sont pas les seuls touchés par cette idéologie raciste, les jeunes aussi. S'ils sont chômeurs c'est parce qu'ils répugnent à travailler normalement (24 % des OS ont moins de 25 ans), c'est parce qu'ils n'ont aucune conscience professionnelle, c'est parce qu'ils sont instables... Elle divise travailleurs en exer-

## cip (ex Bailleul) de nouveau en lutte contre les licenciements

Un an après leur lutte victorieuse contre les licenciements, les ouvrières des établissements CIP (ex-Bailleul) de Noeux-les-Mines et de Houdain sont à nouveau menacées de licenciements. Le patron annonçait au Comité d'Entreprise du 4 avril sa décision de fermer ces deux usines (194 ouvrières). Il prétend qu'il ne peut plus vendre la production, mais en attendant, il augmente les cadences dans les autres usines ; à Haisnes, il demande aux ouvrières de mettre 13 secondes au lieu de 19 secondes, par chemise.

Riposte des ouvrières : — A Noeux : occupation de l'usine, refus de tout licenciement, manifestation dans les rues avec les ouvrières de Houdain.

— A Houdain : les ouvrières, inorganisées, ont quitté l'usine, mais par la suite, elles ont constitué une section syndicale et continuent de se réunir pour exiger leur réembauche.

Les ouvrières des autres établissements du groupe les soutiennent, celles de Haisnes-La-Bassée ont débrayé la matinée du 10 avril et se sont jointes à la manifestation devant la sous-préfecture où se tenait la réunion de la commission paritaire.

Dimanche dernier, la journée « portes ouvertes » a obtenu un grand succès ; les ouvrières ont vendu des vêtements d'enfants qu'elles ont faits à partir de chutes de tissus, car il n'y avait aucun stock à l'atelier. La section du PCR (ml) de Béthune-Bruy a soutenu et popularisé la lutte des ouvrières de CIP. Le PCR (ml) a aussi appelé au soutien financier et lancé une collecte de matériel : tissus, laine..., pour permettre aux ouvrières qui occupent de poursuivre la lutte.

NON AUX LICENCIEMENTS !  
MAINTIEN DE L'EMPLOI A NŒUX-LES-MINES ET A HOUDAIN !



Manifestation des ouvrières de CIP avec celles de Houdain contre les fermetures et les licenciements...

# RENAULT : reprise du travail à l'usine du Mans

un reportage de Pierre MOREL

Après 9 semaines de luttes, animées avant tout par les travailleurs du Mans, les ouvriers de la Régie ont décidé de reprendre le travail sur le plan des dernières négociations, qui marquent un premier recul de la direction.

## LES PROPOSITIONS DE LA REGIE :

● SALAIRES : 140 F d'augmentation, 210 F pour certains OS. Cette augmentation se décompose ainsi : — augmentation générale de 2 % suite à l'engagement pris par la direction en janvier 1975 (soit 38 F) ; — prime mensuelle uniforme de 22 F ; — prime d'attente de 80 F à valoir en partie sur l'augmentation prévue des salaires et sur la réforme des classifications.

## ● REFORME DES CLASSIFICATIONS :

— suppression de la classification des OS au bas de l'échelle (agent productif A) ce qui entraîne un relèvement de coefficient ; — relèvement de l'indice 155 à 160 pour les OS classés en catégorie B.

## ● INDEMNISATION DES HEURES CHOMEES :

— à concurrence de 35 % du manque à gagner.

## ● SANCTIONS :

— la direction a refusé de revenir sur sa décision de licencier 17 travailleurs.

Comme on le voit, ces propositions, si elles présentent des concessions assez importantes, n'en restent pas moins éloignées des revendications des ouvriers de la Régie. Pour l'essentiel (excepté les 22 F uniformes) il s'agit d'augmentations en pourcentage sur les salaires actuels et sur les augmentations à venir et non d'augmentations uniformes comme l'avaient demandé les grévistes. Quant à la révision des classifications, elle marque un premier pas mais ne modi-

fie en rien la complexité de la grille hiérarchique et ses multiples classifications, ressenties comme autant de divisions arbitraires par les travailleurs. D'autre part, les licenciements de Billancourt sont maintenus. Pendant deux mois et demi, des travailleurs de la Régie, avant tout ceux du Mans, ont défendu ouvertement la politique de crise de la bourgeoisie et les attitudes intransigeantes manifestées par la direction. Malgré le chantage quotidien à la « faillite », à laquelle les grévistes tenteraient d'acculer l'entreprise nationalisée, malgré le battement fait par la télévision, la radio, pour expliquer que les OS du Mans n'étaient pas « raisonnables », ceux-ci ont tenu bon, n'ont pas laissé dénatureur leurs revendications, et ne se sont pas laissés dessaisir de leur forme de lutte originale : la grève de l'enthousiasme », c'est-à-dire le coulage des cadences. Et si aujourd'hui ils n'obtiennent que partiellement satisfaction, le recul imposé à la Régie et au gouvernement par les travailleurs de Renault prend, malgré cela, toute sa signification dans la situation actuelle du chantage permanent à la crise imposé par la bourgeoisie.

Le fait qu'un quart des travailleurs du Mans ait refusé le compromis, montre que de nombreux travailleurs ne considèrent pas ces reculs comme suffisants et entendent fermement poursuivre la lutte pour obtenir la réintégration des licenciés, la satisfaction totale des revendications de salaires...

Par ces premiers enseignements, positifs et négatifs, ces deux mois et demi de lutte sont significatifs pour toute la classe ouvrière. D'abord parce qu'ils montrent qu'en faisant preuve de détermination, en osant engager l'action et persévérer dans la lutte malgré les gigantesques pressions organisées sur eux, les travailleurs peuvent imposer un recul à la bourgeoisie. En-

suite, ces deux mois et demi de lutte ont aussi révélé les obstacles que les travailleurs doivent surmonter pour arracher des succès importants : il s'agit avant tout de l'obstacle dressé par les révisionnistes ; à Renault on a pu voir à l'œuvre toutes les tentatives de la fédération CGT, impulsée par Halbeher, pour diviser les travailleurs, les démobiliser : absence de lutte d'ensemble, monopole de l'information sur les actions ponctuelles engagées au début de la lutte pour les travailleurs de Billancourt, empêchant ainsi leur généralisation et leur prolongation ; pression sur les syndicats du Mans pour qu'ils « assouplissent » leur position ; déformation des revendications des ouvriers du Mans, particulièrement sur les 250 F ; popularisation faiblement prise en main. Cette attitude s'est d'ailleurs doublée d'un tentative du P.C.F. de s'emparer de la lutte, d'apparaître comme en prise avec les aspirations des travailleurs de Renault ; l'accueil réservé par de nombreux travailleurs du Mans, y compris des syndicalistes, aux propositions du programme commun montre bien ce qu'il en est réellement. La limite des résultats obtenus à Renault trouve directement sa source dans le rôle démobilisateur que les révisionnistes sont arrivés à jouer, c'est pourquoi pour les travailleurs, non seulement à Renault, mais dans toute la France, prendre la mesure de l'obstacle révisionniste, les démasquer comme complices de la politique de crise de la bourgeoisie est une nécessité pour enregistrer des succès dans la lutte.

Aujourd'hui, les travailleurs de Renault, s'ils reprennent le travail, maintiennent à l'ordre du jour la satisfaction de leurs revendications ; réintégration des licenciés, révision des classifications de division, indemnisation totale des heures lock-outées.

le 15.9



à Billancourt.

## Un O.S. 2 du Mans témoigne...

Robert et sa femme ont cinq enfants, ils habitent un F.5 dans un HLM à Allonnes, c'est là que nous les avons rencontrés, samedi après-midi (alors que les négociations étaient bloquées).

### Front Rouge: Depuis combien de temps travailles-tu chez Renault ?

Robert : « Avant d'être au F..., j'étais en fonderie, c'est un des plus sales boulot... Je me suis fait esquinter un poumon; aujourd'hui je n'ai plus qu'un demi-poumon gauche, mais à l'époque ils n'ont rien voulu savoir. »

### Front Rouge: Vous remettez en cause tout le système de classification de la Régie ?

Robert : « Ce qu'on demande, c'est le 170 minimum, ça relèverait tous ceux qui sont au bas de la grille, ce qu'on veut une grille uniforme au départ, et qu'il n'y ait plus à 160... Ce n'est pas parce qu'ils nous ont baptisés « Agent productif » qu'on n'est plus OS ! L'OP est peut-être payé à son prix, mais l'OS, lui, ne l'est pas. Quand tu sais qu'un chef d'atelier ça gagne dans les 500 000 AF... et que ça ne fait que se promener à longueur de journée... »

### Front Rouge: Comment vois-tu la poursuite de la lutte ?

Robert : « Reprendre avec rien... faut pas y compter. Pas chez Renault ; c'est qu'on est une « entreprise pilote » et que les gars des autres boîtes, si on gagne, ils ne resteront pas les bras croisés.

### Front Rouge: Peux-tu expliquer comment les équipes sont organisées ?

Robert : « On travaille en 2 x 8, une semaine de soir, une semaine de matin... on arrive à ne plus pouvoir dormir. Et puis ça dérégle les repas, j'en connais beaucoup qui ont des ulcères... faut dire que la cantine c'est plutôt chère et pas bon, alors il y en a beaucoup, comme moi, qui rentre manger chez eux, mais comme on n'a que 40 minutes, on mange en quatrième vitesse, ce n'est pas pour arranger l'estomac... »

« On n'a plus de vie de famille, ajoute sa femme, quand il arrive, je part et inversement et puis moi le dimanche je travaille au PMU, alors on se voit pas... »

### Front Rouge: Le coulage des cadences, ça doit être une autre ambiance ?

Robert : « Sur qu'on casse la croûte quand on veut et qu'on prend le temps qu'il faut... La production, on n'est pas contre, mais on ne veut pas être esclave de la machine... L'enthousiasme ça veut dire aussi que s'il y a un carter défectueux on le change ; pas besoin d'aller demander à un chef... Ça, ça chan-

ge parce que moi, je risque de me faire couper la main 980 fois par jour alors qu'il suffirait de faire une goulotte plus large ; et puis dans l'atelier il y a des cartons partout : « 250 F pour tous », « un gosse d'ouvrier = un gosse de cadre ». On fait aussi de petites manifestations à l'intérieur de l'usine... Là où je suis, on travaille à 50 % depuis huit semaines, mais comme on ne déclare pas la production, ils ne peuvent rien contrôler, impossible de connaître précisément la production. »

### Front Rouge: Et après la lutte ?

Robert : « De toute façon ça ne peut plus durer comme ça... Ici les gars du PC sont combattifs mais leur « programme commun », l'union de la gauche, ça changera rien, Renault ça restera comme ça... Alors ? Pour l'instant on se pose des questions, on est prêt à discuter... »



au Mans

## « LE CAFÉ DES CHOMEURS... »

« Les tables à côté, les gars au flipper... tu penses pas qu'on serait ici, à une heure pareille, si on avait du travail ? Nous sommes au « Café des Sports » à Allonnes, grande cité ouvrière à la sortie du Mans, à dix minutes de Renault. A notre table deux jeunes : Eric est auxiliaire des PTT depuis cinq mois ; Guy, sorti de l'école en juin, n'a toujours pas trouvé de travail fixe.

« En juillet, j'ai travaillé chez Leroy-Sommer, ils m'ont embauché avec un contrat de six mois. Je ne suis même pas allé jusqu'au bout, j'ai été licencié bien avant, avec une trentaine de gars. Il paraît que le patron est « moderniste », « social », j'ai lu ça dans des journaux. Nous, on avait une demi-heure pour manger, et en plus il fallait se changer pour aller à la cantine, en fait, fallait tout avaler en un quart d'heure... alors le ba-

tratin, ça prend pas. Une fois à la porte, je suis allé à l'ANPE... Là, tu as beau remplir tous les papiers, il y en a toujours un qui manque... Giscard, il parle bien, mais moi, les indemnités de chômage, j'en ai jamais vu la couleur. Alors, j'ai été voir à l'intérim : huit jours par-ci, deux jours ailleurs ; depuis deux mois, ils n'ont même plus de boulot.

Guy n'est pas seul dans son cas : dans la Sarthe, il y a 3 550 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. « On ne va tout de même pas rentrer chez les flics ! »

« Les parents, ils en ont marre de nous voir au chômage. J'ai des copains qui dorment dans des caves depuis neuf mois parce que leurs parents ne pouvaient plus supporter de les voir à rien faire. Il y en a d'autres qui travaillent au noir, d'autres encore qui se retrouvent au commissariat... ça crée des si-

tuations impossibles, moi je suis en instance de divorce et je connais plusieurs couples dans mon cas... »

« C'est pas possible que ça dure longtemps comme ça, sûrement que quelque chose va éclater », l'interrompt Eric, « aux PTT c'était bien parti, mais on n'a pas été soutenu, les syndicats n'ont pas assez appuyé le mouvement, ils ont laissé pourrir la lutte, alors aujourd'hui, les gars sont pas chauds pour repartir... »

Nous demandons à Eric ce qu'il pense de la « grève de l'enthousiasme ». « Pendant la grève des Postes on est allé faire une collecte à la porte de Renault, je ne me souviens plus combien on a eu, mais c'était pas rien, tous les gars s'arrêtaient. Aux PTT, on a eu des tracts pour nous informer sur leur lutte. C'est sûr qu'on les soutient, c'est pas des gars qui se laissent faire... »

d'une puissante industrie automobile en France ; mais doter l'usine dans un temps très court de tous les équipements modernes nécessaires ne pouvait être du ressort d'un seul capitaliste : la nationalisation permettait aux capitalistes de prendre en charge collectivement l'usine. Le rapport sur les entreprises publiques (élaboré en 1967, entre autres par Simon Nora, fidèle de Chaban-Delmas) dit crument la vérité : « Nées d'une aspiration profonde à l'émancipation ouvrière, les nationalisations n'ont pas bouleversé la vie des travailleurs (...) elles ont, par leur réussite technologique dans les secteurs de base, contribué à restaurer le dynamisme de l'économie privée ». La lucidité de cet expert bourgeois sur les nationalisations bourgeoises est éclairante !

### LA REGIE A L'AVANT-GARDE DE LA BOURGEOISIE

Voilà la vérité que s'obstinent à cacher les révisionnistes : si Renault fait preuve de supériorité, c'est parce qu'elle est à l'avant-garde de l'exploitation capitaliste, à l'avant-garde de la politique menée par la bourgeoisie selon les besoins du moment :

— après la guerre et jusqu'à ces 7 ou 8 dernières années, Renault a été une image parfaite du « modèle de consommation » :

## Après l'accident des aciéries de Pompey SUIVONS L'EXEMPLE DE LIÉVIN !

Le dimanche 23 mars à 1 h 15, un accident mortel s'est produit au service aciérie de l'usine : un ouvrier algérien de 32 ans est écrasé par un engin de chantier servant au transport des lingots d'acier.

Les camarades du Parti ont pris en main l'enquête pour faire la vérité sur cet accident. Par la discussion avec les ouvriers du chantier, ceux qui connaissent la victime, nous avons pu montrer que cet accident n'est qu'un nouveau crime du capital.

Un tract a été diffusé dans l'usine avec les premiers résultats de l'enquête. Bien accueilli, mais avec une réaction de surprise de certains : « Tiens, c'est vous qui faites le tract, alors qu'on n'a rien vu des syndicats... ».

Dans ce tract, on dénonce plusieurs causes de l'accident :

### 1) Aucune sécurité sur ce chantier.

Alors qu'il y a un va-et-vient continu pour le transport des lingots (un engin passe toutes les 10 minutes environ), les ouvriers sont obligés de traverser ou de travailler sur le passage des camions. Il n'y a aucune protection : les engins n'ont pas de rétroviseurs, pas de freins, il n'y a personne pour guider les chauffeurs.

Le chauffeur qui recule ne peut rien voir. Celui qui conduisait au moment de l'accident s'en est aperçu en voyant l'ouvrier écrasé sous ses roues avant. Personne ne peut rien entendre tellement il y a de vacarme : ni le chauffeur, ni la victime, n'ont entendu le pontonnier qui criait et klaxonnait en voyant ce qui allait se produire.

### 2) Les entreprises extérieures multiplient les risques d'accident.

C'est une entreprise extérieure — Méhut — qui loue les engins et les chauffeurs d'une manière permanente à l'usine.

Les ouvriers de Méhut, comme ceux d'un autre marchand d'homme, Milandri, ne bénéficient d'aucun des avantages arrachés par la lutte des ouvriers de Pompey et ils sont soumis à une répression féroce : il y a quelques années, Méhut n'a pas hésité à licencier tous les ouvriers qui voulaient créer une section syndicale.

### 3) La fatigue cause des accidents.

Le camarde écrasé terminait son sixième poste de 8 heures dans sa semaine de nuit. Tous les ouvriers le disent : quand on arrive le dimanche matin, on est crevé, ça ne va pas. Et on s'aperçoit aussi que beaucoup d'accidents arrivent le samedi soir ou le dimanche matin. Avant, ce poste de nuit du samedi n'était pas travaillé à l'aciérie. (Mais les capitalistes ont décidé de mettre progressivement l'aciérie en feu continu, pour passer la production de 450 000 tonnes à 600 000 tonnes... Alors, maintenant, on travaille le samedi soir.

A la suite de ce tract, plusieurs ouvriers de l'usine, de l'aciérie ou amis de la victime, ont accidentés eux-mêmes, se sont réunis à l'appel du Parti.

On a discuté longuement pour reconstituer l'accident dans tous les détails.

Les camarades ont dénoncé les manœuvres démagogiques de la direction : on fait prendre certaines mesures aux conducteurs d'engin — on parle de différents systèmes de sécurité, dont un système de feux rouges, qui ne servirait à rien, mais qui fait bien rire tout le monde — les chefs passent dans l'atelier, discutent avec les ouvriers...

Comme dit un camarade : « Après un accident, c'est toujours comme ça, ils s'activent un peu pendant 15 jours, et puis ça recommence... ». Et un autre ajoute : « De toute façon, même s'il y a des mesures de sécurité, on ne les applique pas : on se ferait engueuler qu'on traîne ! ».

Surtout, ont été dénoncés les mensonges des capitalistes pour cacher leurs responsabilités : le plan de l'accident est incomplet et faux, pouvant laisser croire que la victime est en tort — une reconstitution a eu lieu deux jours après, mais dans une équipe qui n'est pas celle de l'accident — et surtout, le pontonnier, seul témoin direct, n'était pas convoqué, pas plus que le chauffeur de l'engin.

Les capitalistes veulent maquiller leur assassinat !

Les camarades ont décidé de se mobiliser pour exiger une réelle reconstitution, mettant en évidence ce crime du capital.

L'attitude des directions syndicales est simple : pas un tract sorti sur l'accident, aucun débrayage proposé, aucune information aux deux autres postes de l'aciérie... Au CHS, aucun délégué ne s'est élevé contre la reconstitution-bidon.

Après l'intervention du Parti, un seul tract a parlé de l'accident : celui des révisionnistes du P.C.F. Mais ces messieurs se contentent de généralités sur l'accident — n'ayant même pas cherché à savoir ce qui s'est passé précisément — pour en arriver à la nécessité du programme commun.

Et ils glissent :

« Oui, le programme commun éviterait tous ces abus, aussi ceux qui le dénigrent, mais à part ceux qui ont à le craindre, ne font que le jeu de la bourgeoisie. Ou bien ce sont des rêveurs, ou bien des inconscients, voir parfois les deux, mais ils vont à l'encontre des intérêts des travailleurs ».

Non messieurs du P.C.F. et du soi-disant PS, la bourgeoisie n'a rien à craindre de votre programme commun, elle vous connaît. Elle vous voit à l'œuvre dans les syndicats CGT et CFDT dont vous voulez faire des instruments de collaboration de classes conduisant la classe ouvrière d'échec en échec, de capitulation en capitulation.

De nombreux ouvriers rompent avec les propositions des réformistes et des révisionnistes. Comme en témoigne l'écho de notre presse : 15 FR vendus à des ouvriers de l'usine à notre dernière intervention. Comme en témoignent ces anciens du P.C.F. qui hésitent encore à rompre totalement avec le parti révisionniste, mais qui encouragent l'intervention du Parti.

Arrachons nos syndicats CGT et CFDT aux révisionnistes et réformistes, pour développer le syndicalisme révolutionnaire !

Suivons l'exemple des mineurs de Liévin. Engagons la lutte pour la sécurité.

Dans nos syndicats, imposons nos véritables revendications — en particulier :

- suppression de l'équipe de nuit du samedi,
- diminution du temps de travail,
- embauche définitive des ouvriers des entreprises extérieures.

Construisons solidement le Parti dans l'usine !

Correspondant Pompey (54 Nancy)

## Renault usine nationalisée : A L'AVANT-GARDE DE L'EXPLOITATION

« Comme les prix de vente des voitures ont augmenté de 30 à 35 % depuis janvier 1974, et comme les prix des matières premières baissent depuis avril 1974, les profits de l'entreprise sont importants. Ceci montre que l'entreprise nationalisée fait preuve de supériorité et que, là où les luttes revendicatives sont puissantes, l'entreprise est solide sur le plan économique », explique un tract diffusé par la CGT la semaine dernière.

La lutte des ouvriers de Renault, c'est une nouvelle occasion pour les dirigeants révisionnistes de la CGT, pour la « gauche », de nous rappeler leur point de vue : Renault ne serait pas une entreprise capitaliste, la nationalisation profiterait aux travailleurs, alors que l'Etat français favorise les entreprises privées et coule la Régie.

Avec fierté les révisionnistes vantent la progression étonnante de la Régie sur le marché mondial : plus de la moitié des véhicules exportés de France, seule entreprise française à augmenter sa production en 1974, elle a vendu plus de voitures qu'en 1973, fin janvier 1975, la Régie est devenue la première entreprise d'Europe de construction automobile.

### RENAULT : A L'AVANT-GARDE DE L'EXPLOITATION

Pour expliquer la supériorité de Renault, le tract CGT poursuit : « Ces résultats sont

dus au travail intense, et de qualité, du personnel de la Régie », comme la chose est gentiment dite !

Depuis 30 ans c'est le moyen principal de la Régie : intensifier le travail. Renault c'est l'usine où les capitalistes expérimentent les machines-transfert et leurs machines les plus modernes, les plus rapides, c'est l'usine où sont recherchées, étudiées, les formes d'exploitation les plus rentables : sur les chaînes de montage, à la fonderie, à l'emboutissage, des dizaines de milliers d'OS voient de plus en plus leur travail réduit à un geste plus partiel, plus morcelé, plus rapide : en 1950, chaque salarié de la Régie produisait 3 voitures par an ; en 1970, ils en produisaient 11... et 14 en 1974. De 1953 à 1969, la proportion des OS passe de 68,3 % à 78,5 % dans toute la Régie. OS immigrés (90 % à l'île Seguin), OS anciens paysans ruinés par le capitalisme, Renault a su organiser la déportation massive des uns vers ses usines, embaucher sur place les autres en se « décentralisant ». Diviser le travail pour le rendre plus intense, déqualifier au maximum, diviser les ouvriers entre eux, en créant des centaines de classifications, d'échelons arbitraires, c'est la politique de la Régie, c'est la politique mise en cause par les ouvriers du Mans, de Billancourt, des autres usines.

### RENAULT : UN TRUST IMPERIALISTE

Mais d'où vient cette puissance tant vantée par la « gauche » ? Renault a construit 28 usines de montage à l'étranger : en Espagne, en Argentine, en Afrique... tout comme Peugeot ou Fiat. Exploitation forcée des milliers de travailleurs de ces pays, payés à des taux très bas, exportation massive d'immigrés vers Billancourt, c'est la politique de l'importation que le trust impérialiste. En décembre encore, Chirac a ramené d'Irak un contrat pour la Saviem (filiale de la Régie).

### LES NATIONALISATIONS N'ONT PAS BOULEVERSE LA VIE DES TRAVAILLEURS (Simon Nora)

Mais pourquoi l'auteur du tract CGT refuse-t-il de lier ces « très bon résultats économiques », ces « profits très importants » au « travail dur, intense » fourni par le personnel ? Parce que Renault est une entreprise nationalisée donc une entreprise qui n'exploite pas les travailleurs ! Mais pourquoi Renault a-t-il été nationalisé ? D'après la bourgeoisie, c'est parce que Louis Renault avait collaboré que ses usines ont été nationalisées en 1945 : prétexte facile... combien de patrons collabos ont quand même gardé leur usine ? En réalité, dès avant la fin de la guerre, les capitalistes avaient compris tous les avantages qu'ils pouvaient tirer

# PORTUGAL

## après la conquête des libertés démocratiques

### les masses démasqueront ceux qui n'ont cessé de les exploiter

Reportage de M. Chéran, J. Larmet et T. Engel

Dans les cafés, dans les restaurants populaires, dans les autobus ou le métro, partout à Lisbonne, le peuple s'est mis à parler sans craindre d'avoir à côté de lui un agent de la PIDE ou de croupir en prison pour la moindre parole, pour les plus petits reproches au régime ; il ne pouvait faire confiance à personne. Aujourd'hui, « on peut parler ». Des ouvriers, que la répression terroriste forçait au silence avant le 25 avril, entament d'eux-mêmes les discussions politiques. Les journaux se vendent partout. Les affiches des partis se succèdent sur les murs, sur trois ou quatre épaisseurs. Il ne se passe pas de jour sans meeting. Les travailleurs de tous les secteurs, profitant de cette liberté nouvelle, distribuent des tracts annonçant qu'ici, ils occupent une maison vide pour pouvoir s'y rencontrer, discuter, organiser des réunions syndicales, là ils sont en train de mettre sur pied une crèche pour les enfants des employés de bureau... Tous veulent expliquer aux autres leurs initiatives, leur faire partager leurs expériences nouvelles. Cette liberté que la bourgeoisie portugaise a dû

leur concéder, ils s'en servent avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle leur a été refusée complètement pendant des années. Le 25 avril, comme nous l'a expliqué un soldat, le colonialisme portugais avait une corde au cou, tirée d'un côté par les peuples des colonies en lutte pour l'indépendance nationale, de l'autre par le peuple portugais qui manifestait d'une façon de plus en plus forte ses aspirations à la liberté, entraînait en lutte malgré la répression de la police et de l'armée fascistes. Le 25 avril, la bourgeoisie a été contrainte, pour prendre un bol d'oxygène, à transformer sa dictature fasciste, à accorder les libertés démocratiques au peuple portugais.

Au lendemain du coup d'Etat du 25 avril, le MFA avait promis des élections libres, démocratiques, qui se tiendraient un an après au plus tard. Aujourd'hui, la campagne électorale est partout, dans la rue, dans la presse, à la radio, à la télé. Une douzaine de partis sont en lice. Quand on met la télé, il est rare de ne pas tomber sur une émission de propagande électorale. En prin-

cipe, ils ont tous le même droit de parole, mais à une condition, ne pas attaquer le MFA. Déjà des organisations révolutionnaires se sont vu écarter des élections. Beaucoup ont encore des illusions sur les élections à la constituante, mais il n'est pas rare de voir des éléments du peuple expliquer ainsi leurs doutes : « des élections à la constituante, ça ne changera pas grand-chose. Le pouvoir est entre les mains du MFA. On nous dit que les élections sont une école politique pour le peuple, mais les décisions principales sont déjà prises, et c'est le MFA qui, de toute façon, est souverain. C'est lui qui proposera le Président de la République, c'est lui qui dira si les lois sont acceptées ou pas. Ici, au Portugal, on nous a parlé depuis toujours de la résurrection de Don Sébastien. Il doit nous apporter une ère de paix, de prospérité... Aujourd'hui, tous les hommes politiques sont des Don Sébastien, tous se présentent comme les sauveurs de la patrie. Mais pour nous les choses n'ont pas beaucoup changé ».

A travers ces discussions, on peut se rendre compte que beau-

coup se posent des questions sur tous ces hommes politiques, tous d'accord au moins en apparence avec les thèmes du MFA, qui se posent en défenseurs du peuple, de la démocratie...

Pas une affiche sans le mot « Povo ». Alors ?

Dans la vie quotidienne les masses éprouvent toujours les mêmes difficultés. Le chômage, il n'a pas diminué. La hausse des prix, la plus forte d'Europe. A la cantine de la TAP (transport aérien) qui emploie des milliers de mécanos, où nous avons pu assister à une assemblée générale, une grande affiche manuscrite faisait la liste

sables du fascisme. Ils se demandent pourquoi la police les a empêchés, dès le coup d'Etat, de punir les PIDE, pourquoi ces tortionnaires sont aujourd'hui dans des prisons dorées. Ils se demandent pourquoi, alors qu'il y a des lois pour mener à bien l'épuration, ils sont obligés de faire des piquets, comme au ministère du Logement, pour empêcher les fonctionnaires compromis d'entrer dans les bureaux. Ils se demandent pourquoi les capitalistes sont toujours là, pourquoi les parasites avec leurs maisons inhabitées sont protégés par la loi, qui interdit l'occupation des maisons vides. Pourquoi encore

## tout augmente... ...sauf nos salaires

A la cantine de la TAP, où se tiennent les assemblées générales d'ouvriers et employés administratifs, une immense affiche, derrière la rangée des tables qui sert de tribunes :

« Qu'est-ce qui n'a pas augmenté ? Rien, sauf nos salaires. Jusqu'à quand ? ».

|  |  |
|--|--|
| Pain : + 50 % (depuis le 25 avril 1974). | Journaux : + 80 %.   |
| Sucre : + 300 %.                         | Tabac : + 50 %.  |
| Morue : + 40 %.                          | Essence : + 80 %.  |
| Viande : + 40 %.                         | Chaussures : + 50 %.   |
| Poisson : + 50 %.                        | Vêtements : on ne peut plus acheter que des soldes tellement c'est cher. |
| Gaz : + 20 %.                            | Poste (timbres) : + 50 %.  |
| Transport : + 25 %.                      | Téléphone : + 75 %.  |
| Margarine : + 100 %.                     | Appareils électriques : + 25 %.  |
| Eau : + 25 %.                            | Coiffeur : + 50 %.   |
| Beurre : + 100 %.                        | Fruits : + 100 %.  |
| Bière : + 17 %.                          | Pâtisserie : + 80 %.   |
| Café : + 50 %.                           | Savon : + 35 %.  |
| Lait : + 30 %.                           | Cinéma : + 70 %.   |
| Huile d'olive : + 100 %.                 | Légumes : + 100 %.   |
| Huile : + 100 %.                         |  |

des augmentations et concluait ainsi : « tout a augmenté, et nos salaires ? ». Face aux besoins les plus urgents des masses, le gouvernement leur dit de patienter. Que ce soit pour les logements ou les salaires, il leur demande toujours d'avoir confiance dans le MFA, leur dit qu'il s'en occupe. Les révisionnistes qui, du temps du fascisme, réclamaient 6 000 escudos mensuels (aujourd'hui salaire minimum 3 300 escudos) maintiennent dans leur journal « Avante », dans leur propagande, les exhortent à travailler dur pour reconstruire l'économie nationale. Ils disent : « si nous avons autant de difficultés économiques aujourd'hui, c'est la faute du fascisme qui a laissé le Portugal dans un état arriéré. Dans ces circonstances, il est nécessaire de consentir des sacrifices ». Des augmentations de salaires, les patrons, selon eux, ne peuvent les payer. « Faire grève, c'est faire le jeu de la réaction ».

Malgré ces appels, de nombreuses luttes se sont engagées sur les salaires. Dans bien des cas, comme à la TAP, le gouvernement n'a pas hésité à envoyer les blindés (voir article TAP). La répression du gouvernement démocratique bourgeois, les masses de la périphérie de Lisbonne savent aussi ce que c'est. Quand elles ont occupé des bâtiments vides depuis des années à cause de leur prix exorbitant, alors que des familles s'entassaient dans des bidonvilles à quelques mètres de là, le gouvernement a envoyé des tanks. Si la répression n'est pas très brutale, si les soldats ne tirent pas comme ils le faisaient du temps du fascisme, ces démonstrations de forces militaires leur prouvent que la bourgeoisie est toujours présente, qu'elle n'est pas prête à céder sur l'essentiel. Ils voient que chaque fois qu'ils rentrent en lutte directement, la bourgeoisie montre ses dents.

Devant l'incapacité de la bourgeoisie à satisfaire leurs revendications élémentaires, beaucoup perdent une partie de leurs illusions et commencent à se demander qui est ce gouvernement qui se réclame du peuple et ne fait pas sérieusement la chasse à de nombreux respon-

on essaye de leur enlever leur arme principale dans l'usine, la grève.

Dans les casernes, les soldats aussi s'interrogent : pourquoi n'avons-nous pas le droit de faire de la politique, alors que le MFA tient lui-même le pouvoir, pourquoi emprisonne-t-on les soldats qui ont manifesté contre le CDS, en novembre, aux côtés des masses ? Pourquoi nous a-t-on interdit de manifester contre les manœuvres de l'OTAN ? Pourquoi a-t-on refusé certains délégués élus récemment pour l'assemblée générale du MFA, alors que c'étaient des anti-fascistes authentiques ? Pourquoi le départ de soldats pour l'Angola continuait-il, alors qu'on nous répète que la guerre est finie ? C'est parce qu'ils se posent toutes ces questions qu'ils ont refusé fréquemment d'intervenir contre les masses en lutte, malgré la menace de prison.

Si les masses commencent à s'interroger, c'est devant la différence qui existe entre les proclamations d'intention du gouvernement et ses actes. En cette période électorale, où tous les points de vue devraient en principe s'exprimer, la bourgeoisie a préféré, pour garder en main la situation, empêcher qu'on attaque le MFA. Aujourd'hui, il n'est pas possible de participer à la campagne électorale si l'on attaque publiquement le MFA, si l'on veut apporter une réponse aux questions des masses sur la cause principale de leur vie toujours misérable. Alors que des dizaines de fascistes courent toujours, près de 200 révolutionnaires sont en prison, dans des conditions de détention très dures.

La démocratie du MFA et du gouvernement provisoire s'arrête là où commencent les intérêts vitaux de la bourgeoisie. Une chose est claire aujourd'hui : une démocratie bourgeoise, issue d'un coup d'Etat au sein de l'armée bourgeoise et avec la participation des révisionnistes, ne peut en aucun cas répondre aux aspirations profondes du peuple portugais. Cependant, celui-ci se saisit, avec décision, des libertés concédées en vue de prendre le pouvoir en main, par son propre mouvement.



## un exemple des menaces du MFA et des révisionnistes : la grève de la TAP

Les travailleurs de la TAP (Transports aériens portugais) ont été parmi les premiers à subir la répression du MFA et des révisionnistes : à ce titre, leur expérience a valeur d'exemple et dévoile la véritable nature du pouvoir portugais, notamment de sa composante révisionniste.

Sous le fascisme, les travailleurs de la TAP avaient déjà mené des luttes pour obtenir des augmentations de salaire. En 1973, pour briser leur grève suivie à 100 %, Caetano envoyait ses flics qui tiraient, faisant 1 mort et de nombreux blessés. Devant la violence de la répression, les ouvriers, réfugiés dans les avions, menacèrent de les faire sauter en cas de retour des flics. La direction dut céder et accorder des augmentations. Cette lutte eut beaucoup d'échos et les mouvements de grève se multiplièrent, en solidarité contre la répression sévère qui suivit la reprise : licenciements, arrestations, interrogatoires à la PIDE.

Après le 25 avril, l'administration fasciste est expulsée, une nouvelle direction est constituée, avec trois délégués des travailleurs et quatre désignés par le gouvernement. La bourgeoisie comptait ainsi bloquer les luttes, puisque le personnel avait des délégués à la direction. Peine perdue : les travailleurs ont très vite vu que les délégués ne défendaient pas leurs intérêts, aussi décident-ils de se lancer dans la lutte pour obtenir leurs revendications :

- expulsion de tous les représentants du fascisme,
- augmentation des salaires,
- réduction égale des horaires de travail,
- enquête sur les responsabilités de la répression des grèves sous le fascisme.

Les révisionnistes tentent de boycotter la lutte et de l'isoler. Disposant des moyens officiels d'information, ils les utilisent pour diffuser leurs calomnies : « la grève fait le jeu de la réaction, empêche le processus démocratique... Les ouvriers de la TAP sont très bien payés ». A la télé, ils font supprimer un reportage sur la grève.

Les travailleurs poursuivent leur lutte, le gouvernement envoie le ministre du Travail qui se fait

menaçant. Il est accueilli aux cris de « Les ouvriers vaincront ». Les ouvriers maintiennent leurs revendications et installent des piquets de sécurité.

Le lendemain, les forces du COPCON (forces de répression du MFA) occupent les locaux avec les blindés. L'armée annonce qu'elle prend le contrôle de tous les services et soumet les travailleurs au règlement militaire (pas de grève). Les travailleurs refusent de céder à l'ultimatum des militaires leur enjoignant de cesser la grève et leur assemblée générale. Les blindés les encerclent, les soldats se mettent en position de tir. Le lendemain, nouvelle intervention des forces armées pour empêcher une manifestation.

Surpris par la violence de la répression, les travailleurs cessent leur mouvement, les licenciements s'abattent : une équipe complète de 200 ouvriers. « Vous êtes allés trop loin », disent les révisionnistes.

La mobilisation des travailleurs permet la réintégration de leurs camarades licenciés.

Malgré la répression et les calomnies révisionnistes (« TAP manipulés par la CIA »), la lutte pour les revendications se poursuit : assemblées générales, rassemblement de 7 000 à 8 000 personnes devant l'administration...

Au cours de cette lutte, les travailleurs ont perdu bien des illusions sur la nature des révisionnistes et du MFA. Ils ont compris que c'est parce qu'elle échappait aux révisionnistes que leur lutte a été si durement réprimée. La démagogie révisionniste commence à perdre son emprise sur eux. En témoigne cette discussion de mécaniciens de la TAP : « Les nationalisations ? Au début, certains pensaient que ça allait apporter des améliorations. Mais devant la réalité, ils sont de moins en moins nombreux. Prenons la nationalisation des assurances : depuis, elles ont augmenté et elles seront obligatoires au mois de juin ».

« On nous a dit qu'aujourd'hui la télé est au peuple. Mais quel élément du peuple voit-on à la télé ? La télé est au peuple, mais ils ont augmenté la taxe de 300 à 500 escudos. C'est ça la démocratie ? »